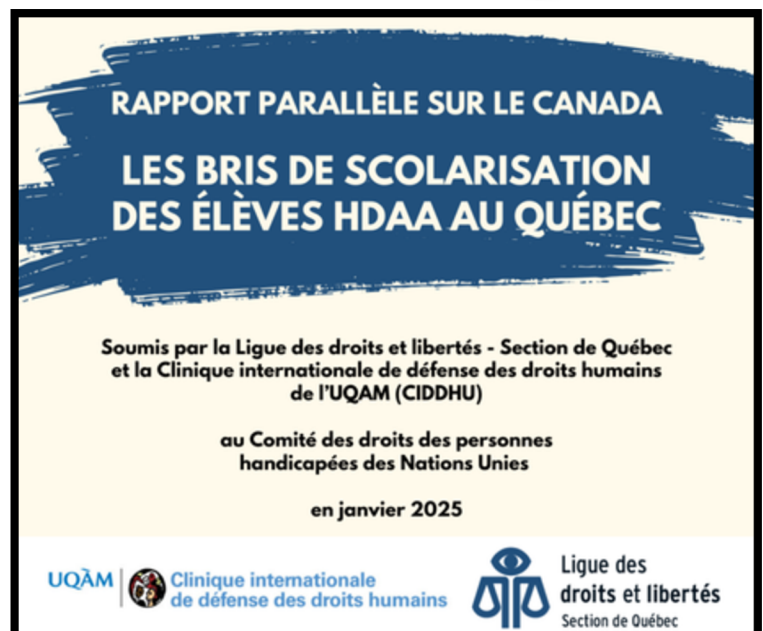


COMITÉ POUR LE DROIT À LA SCOLARISATION rapport d'activités 2024-2025

du 1er janvier
au 31 mars
2025

Depuis janvier 2025, le Comité pour le droit à la scolarisation compte sur une permanence à temps plein grâce à l'appui de Centraide Québec et Chaudière-Appalaches. Cette reconnaissance est le fruit d'un travail militant de longue haleine et représente une nouvelle preuve de la pertinence des travaux du Comité.

Dans la dernière année, le Comité a notamment collaboré avec la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQÀM pour produire un rapport parallèle aux fins de l'examen du Canada par rapport à la Convention internationale des droits des personnes handicapées portant sur les enjeux de scolarisation partielle et de déscolarisation. Le rapport a été soumis au Comité des droits des personnes handicapées des Nations Unies en janvier 2025.



En plus d'intervenir dans les médias à certaines reprises, le Comité a publié quelques lettres ouvertes et communiqués sur l'enjeu du droit à la scolarisation pendant l'année.

En février 2025, il a soumis un mémoire prébudgétaire au ministre des Finances du Québec.



Les ruptures de scolarisation devraient nous alarmer collectivement

Le Protecteur national de l'élève ne devrait pas se gêner pour interpeller directement le ministre de l'Éducation.

Le Devoir, 11 mars 2025

Sur le plan associatif, le Comité continue de se renforcer. En plus de quelques rencontres du comité de gestion, une première rencontre du comité de suivi a eu lieu le 31 mars. Par ailleurs, dans l'objectif de doter le Comité d'une instance de décision plus large, une première rencontre du comité de parents s'est tenue le 12 mars 2025.

COMMUNIQUÉ

**BUDGET DU QUÉBEC
2025-2026**
DÉPÔT LE 25 MARS

COMITÉ POUR
LE DROIT À LA
SCOLARISATION

Devant l'aggravation du phénomène de la déscolarisation, tout nouveau recul est à évidemment à exclure. L'argument financier ne saurait être invoqué pour priver des enfants d'un de leurs droits les plus fondamentaux. Il est plus que temps que le gouvernement du Québec respecte ses engagements.

Laurence Simard-Gagnon, porte-parole
du Comité pour le droit à la scolarisation

Le violon du ministre Boulet sonne faux



Le Soleil, 23 février 2025

INVITATION

UN COMITÉ DE PARENTS
POUR LE DROIT À LA
SCOLARISATION

PREMIÈRE RENCONTRE
LE 12 MARS À QUÉBEC

COMITÉ POUR
LE DROIT À LA
SCOLARISATION

Au chapitre de la représentation, le Comité a participé aux États généraux sur l'éducation adaptée (18-19 février 2025) organisés par l'Alliance des milieux adaptés de scolarisation du Québec et à la journée de lancement de la programmation de la Chaire Autodétermination et Handicap (28 mars 2025).

Le Comité a aussi tenu un kiosque d'information à l'activité de lancement de la Semaine québécoise de la déficience intellectuelle (13 mars 2025).

FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE LE 31 MARS 2025

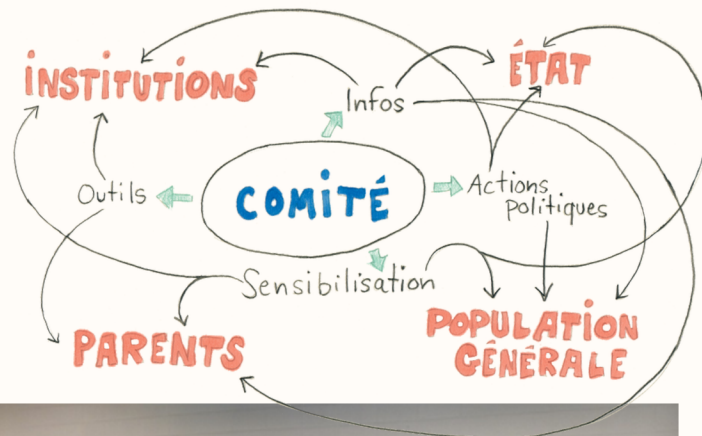
À compter du mois d'avril, le Comité s'est concentré sur l'organisation du Forum sur le droit à la scolarisation en collaboration avec ses principaux partenaires, Vivre Grand, Autisme Québec, la COMRADES et la Ligue des droits et libertés - Section de Québec. L'événement s'est tenu au centre communautaire Lucien-Borne, à Québec, le 3 mai 2025.

**du 1er avril
au 31 août
2025**



Le forum visait à rassembler autant des parents que du personnel du réseau scolaire, des chercheuses et chercheurs, des élu-es, des membres de syndicats et de groupes communautaires, des alliés.es... pour échanger sur la question de la déscolarisation et de la scolarisation partielle des élèves en situation de handicap ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA).

Avec ce rendez-vous, le Comité voulait faire avancer la compréhension du phénomène, favoriser une adhésion large à la cause, explorer les possibilités de collaboration pour travailler collectivement à faire respecter les droits des élèves HDAA. Un total de 47 personnes ont participé au forum, principalement des parents, des représentant.es d'organisations communautaires et des chercheuses et chercheurs. Une dessinatrice a cherché à rendre compte de la teneur des échanges. Un compte rendu du forum est [disponible ici](#).



À la fin du mois d'août, juste avant la rentrée scolaire, le Comité a fait publier une lettre ouverte destinée au ministre de l'Éducation, Bernard Drainville. Le jour même de la publication, une délégation du Comité s'est jointe à une petite action du mouvement citoyen Uni-es pour l'école à Lévis et en a profité pour aller livrer sa lettre au bureau de circonscription du M. Drainville.



L'exclusion scolaire ne devrait jamais être une option



PERSPECTIVES COURT TERME

- Finaliser le dossier noir de la scolarisation pour faire connaître les résultats de la recherche «Agir ensemble pour la scolarisation des élèves neurodivergent·e·s»
- Continuer la mobilisation des parents et des allié·es, notamment en vue de l'incorporation
- Créer des alliances avec d'autres luttes pour la justice scolaire (notamment pour profiter de l'élan du mouvement Uni-es pour l'école)
- Diffuser des outils d'information sur le droit à l'éducation des élèves HDAA pour les parents, intervenant·e·s et allié·e·s

**du 1er sept. 2025
au 31 mars 2026**